

France-Espagne/Politique

Manuel Valls se lance le difficile défi de conquérir Barcelone

AFP

Barcelone/Espagne

L'ancien Premier ministre français, d'origine espagnole, a annoncé sa candidature hier dans la cité catalane.

NOUVEAU pays, nouveau combat : l'ancien Premier ministre français, Manuel Valls, a annoncé hier sa candidature à la mairie de Barcelone où il espère bouleverser le paysage politique. Un pari risqué.

Après avoir maintenu le suspense pendant des semaines, l'ex-socialiste a officialisé sa décision au Centre de culture contemporaine de Barcelone, dans le centre historique de la deuxième ville d'Espagne où il est né il y a 56 ans.

"Après un temps de réflexion, sérieux, j'ai pris la décision suivante : je veux être le prochain maire de Barcelone", a-t-il dit en catalan. "Depuis ma naissance (...) ma relation avec Barcelone a été intime, constante".

Cette candidature à une élection municipale dans une grande métropole après une carrière politique de premier plan dans un autre pays est inédite en Europe. Tout citoyen de l'UE peut se présenter à des élections locales dans un autre pays que le sien au sein de l'Union depuis le traité de Maastricht.

Alors que les critiques se sont multipliées en France ces derniers jours, M. Valls a indiqué qu'il allait quitter son poste de député "dès la



Photo : AFP

semaine prochaine".

SOUTIEN DE CIUDADANOS Depuis l'échec de ses ambitions présidentielles en France en 2017, Manuel Valls s'est engagé de l'autre côté des Pyrénées, multipliant meetings et manifestations contre les indépendantistes catalans qui ont tenté en octobre dernier de faire sécession de l'Espagne.

Mais le défi s'annonce de taille le 26 mai prochain pour succéder à l'actuelle maire de gauche, l'ancienne militante du droit au logement, Ada Colau, à la tête de la ville de 1,6 million d'habitants.

Elevé à Paris par un père catalan et une mère italo-suisse et naturalisé français à 20 ans, Manuel Valls a indiqué vouloir incarner une "Barcelone globale, ouverte sur le monde", qu'il oppose

à la capitale d'une hypothétique république catalane souhaitée par les indépendantistes.

"La ville est plongée dans une dynamique perdante. Nous devons la freiner, nous devons changer de direction", a-t-il lancé.

Fort de son passé comme ministre de l'Intérieur, Valls a notamment insisté sur la lutte contre l'insécurité, préoccupation grandissante des Barcelonais.

Pour mener sa campagne, Valls a recruté un ex-directeur de communication du FC Barcelone, club dont il est supporter, et l'ancien bras droit du maire socialiste, Pasqual Maragall (1982-1997), symbole de l'entrée dans la modernité de la ville qui accueillit les jeux Olympiques en 1992.

Mais "ses chances d'être maire sont minces", estime le politologue de l'Univer-

sité de Barcelone, Jordi Muñoz.

"C'est une candidature qui chamboule" le paysage politique, estime pour sa part Joaquim Coll, historien et analyste politique proche de Valls, qui juge son pari "risqué" mais pas "suicidaire".

S'il est assuré du soutien du parti libéral Ciudadanos, fer de lance de l'opposition à l'indépendantisme qui l'invitait depuis plusieurs mois à porter ses couleurs, Manuel Valls n'est pour l'heure pas parvenu à convaincre les deux autres partis anti-indépendantistes, le Parti socialiste à gauche et le Parti populaire à droite, de se rallier à sa candidature, souligne Muñoz.

Or, estime le politologue barcelonais Oriol Bartomeus, "la seule façon qu'il a de gagner" est de mettre

Devenir maire de Barcelone après avoir été Premier ministre en France, voilà le pari - de taille - que tente Manuel Valls.

sur pied une liste d'ouverture afin d'arriver en tête le 26 mai et de parier ensuite sur la division de ses adversaires.

Les élections municipales se font au scrutin proportionnel en Espagne, obligeant les partis à des tractations après le vote.

UNE CANDIDATURE QUI DIVISE Figure clivante en France, Manuel Valls suscite aussi le rejet chez certains Barcelonais, en particulier dans le camp indépendantiste, qui ironise sur sa méconnaissance de la ville.

"Je ne sais pas ce qu'il vient faire ici. J'imagine que comme on n'en veut pas en France, il vient à Barcelone", réagit Laura Bozzo, retraitée arborant un ruban jaune en soutien aux séparatistes emprisonnés.

"C'est un candidat qui ne connaît pas Barcelone, qui n'est pas connu à Barcelone", a dénoncé l'ancien président catalan Carles Puigdemont dans un entretien à l'AFP de Bruxelles.

"C'est une personne qui a du prestige, avec une reconnaissance internationale et il peut améliorer l'image de Barcelone", estime en revanche David Centellas, employé de banque.

Le parti indépendantiste de centre droit PDECAT de M. Puigdemont devrait avoir pour tête de liste un autre ancien socialiste, l'historien Ferran Mascarell. Tout comme l'autre grand parti séparatiste, la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), qui présente Ernest Maragall, frère de l'ancien maire, Pasqual Maragall.

L'Afrique en bref

• **Ethiopie/Troubles. La condamnation d'Amnesty**

Amnesty International a condamné les arrestations en Ethiopie de milliers de personnes qui "menacent le mouvement d'avancée des droits de l'Homme" récemment lancé par le Premier ministre Abiy Ahmed.

• **Nigeria/Jihadistes. L'armée repousse une nouvelle attaque de Boko Haram**

L'armée nigérienne a repoussé une nouvelle tentative du groupe jihadiste Boko Haram de s'emparer d'une base militaire dans le nord-est du Nigeria, ont affirmé hier des sources sécuritaires et civiles.

• **RD Congo/Violences. Un mort et 17 enlèvements près de Beni**

Une personne a été tuée et 17 enlevées lors d'un raid attribué au groupe armé d'origine ougandaise Allied democratic force (ADF) lundi soir contre Oicha dans l'est de la République démocratique du Congo, ont indiqué hier des sources administratives et civiles.

A travers le monde

• **Iran/Attentat. Ahvaz : l'enquête sur la piste de l'EI**

L'enquête sur l'attentat d'Ahvaz (24 morts), dans le sud de l'Iran, se poursuivait hier, et semblait désormais établir un lien entre les assaillants et le groupe jihadiste sunnite État islamique (EI).

• **Suède/Politique. Le Premier ministre censuré**



Photo : AFP

L'opposition de centre-droit et l'extrême droite en Suède ont uni leurs voix hier pour démettre le Premier ministre social-démocrate Stefan Löfven, affaibli après les législatives du 9 septembre qui n'ont pas permis de déloger de majorité.

• **Venezuela/Diplomatie. Les accusations de Maduro**

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a dit lundi détenir des "éléments de preuve" du soutien apporté, selon lui, par des diplomates du Chili, de la Colombie et du Mexique aux responsables de l'attentat présumé organisé à son encontre le 4 août.

Tunisie/Politique

Le président Essebsi promet des élections pour 2019

AFP

Tunis/Tunisie

Il a, dans le même temps, annoncé la fin de l'alliance avec le parti d'inspiration islamiste Ennahdha.

LE président tunisien Béji Caïd Essebsi a promis que les élections auraient lieu en décembre 2019, lors d'un entretien diffusé lundi à la télévision au cours duquel il a également annoncé la fin de l'alliance avec le parti d'inspiration islamiste Ennahdha.

Après des demandes de report des scrutins législatif et présidentiel prévus en 2019, qui risquent de redessiner la carte politique en Tunisie, le président a assuré : "Les élections se tiendront à temps (...) en décembre 2019".

Il a appelé à une modification de la Constitution, estimant que le partage de

pouvoir entre le président et le Premier ministre n'était pas satisfaisant, tout en assurant qu'elle ne rentrerait en vigueur qu'au prochain mandat.

"Depuis la semaine dernière, nous avons décidé de nous séparer, à la demande de Ennahdha", a souligné M. Caïd Essebsi, qui s'exprimait alors que l'appareil étatique est paralysé depuis des mois par une lutte fratricide au sein de son parti.

Cette formation, Nidaa Tounès, qu'il a fondée en 2012 comme un front contre les islamistes, avait fini par faire alliance avec Ennahdha au lendemain des élections législatives de 2014. Elle est affaiblie par une lutte de pouvoir entre le Premier ministre Youssef Chahed et le fils du président, Hafedh Caïd Essebsi.

Des désaccords récents entre M. Caïd Essebsi, 92

ans, et Ennahdha ont porté sur le soutien que ce dernier apporte à M. Chahed, et sur un projet de loi soutenu par le président visant à instaurer une égalité entre hommes et femmes en matière d'héritage.

Ennahdha "veut poursuivre l'accord avec le gouvernement dirigé par Youssef Chahed... Les relations entre Beji Caïd Essebsi et Ennahdha sont coupées", a poursuivi le président.

Ennahdha, devenu le premier parti parlementaire, "a choisi un autre chemin, j'espère que ce sera un chemin réussi, mais je ne le pense pas", a-t-il ajouté.

"Personne n'est valable pour tous les temps et tous les lieux", a-t-il déclaré, évoquant un départ à la fois de M. Chahed et de son propre fils, sans prendre position pour l'un ou l'autre.

Le conflit politique actuel inquiète les observateurs,



Photo : AFP

Le président Béji Caïd Essebsi : "Les élections se tiendront à temps (...) en décembre 2019".

qui craignent qu'il entrave l'organisation des prochaines élections et les ef-

forts urgents nécessaires pour faire face à une profonde crise sociale.